

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendements au Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Déposée par M. Jacques FLOCH, suppléant

PROJET DU PRESIDIUM	AMENDEMENTS DE M. JACQUES FLOCH
8. En vertu de l'article [actuel article 230] de la Constitution, la Cour de Justice a juridiction pour connaître des recours pour violation du principe de subsidiarité introduits par les Etats membres, le cas échéant à la demande de leurs Parlements nationaux et conformément à leur ordre constitutionnel respectif. Conformément au même article de la Constitution, de tels recours peuvent aussi être introduits par le Comité des Régions pour des actes législatifs pour lesquels il a été consulté.	<p>8. <u>Après leur entrée en vigueur, les actes juridiques de l'Union peuvent faire l'objet d'un recours devant la Chambre de la subsidiarité, constituée au sein de la Cour de justice de l'Union européenne, et composée de 9 membres nommés par le Président du Conseil (3 membres), le Président de la Commission (3 membres) et le Président du Parlement européen (3 membres). La Chambre de la subsidiarité peut être saisie par tout Etat membre, en particulier directement par tout Parlement national.</u> Conformément au même article de la Constitution, de tels recours peuvent aussi être introduits par le Comité des Régions pour des actes législatifs pour lesquels il a été consulté.</p> <p>Justification :</p> <p><i>La subsidiarité est un principe mi politique -mi juridique pour lequel une appréciation exclusivement juridique par la Cour de justice de l'Union européenne ne semble pas approprié. En revanche, la création, au sein de la Cour, d'une chambre spécialisée dont les membres seraient nommés à parité par les présidents des trois institutions du « triangle » répondrait à une exigence de légitimité démocratique et serait mieux à même d'assurer un contrôle ex-post prenant en compte la double dimension de ce principe.</i></p> <p><i>Des actes juridiques de l'Union non conformes au principe de subsidiarité pouvant empiéter sur les compétences du législateur national, il est justifié de permettre aux Parlements nationaux de pouvoir saisir directement cette Chambre de la subsidiarité.</i></p>
9. La Commission présente chaque année au Conseil européen, au Parlement européen et au Conseil un rapport sur l'application de l'article 7	9. La Commission présente chaque année au Conseil européen, au Parlement européen et au Conseil un rapport sur l'application de l'article 7

<p>par. 3 de la Constitution. Ce rapport annuel est également transmis au Comité des régions et au Comité économique et social.</p>	<p>par. 3 de la Constitution. Ce rapport annuel est également transmis au Comité des régions et au Comité économique et social, <u>et aux Parlements nationaux</u>.</p> <hr/> <p><i>Justification :</i></p> <p><i>Les Parlements nationaux étant directement impliqués dans le contrôle du principe de subsidiarité, il est souhaitable que la Commission leur adresse son rapport annuel sur l'application du principe de subsidiarité.</i></p> <hr/>
---	--